ASSEMBLÉE NATIONALE

14 novembre 2024

INSTAURER UNE RÉMUNÉRATION MAXIMALE DANS LES ENTREPRISES - (N° 412)

Rejeté

AMENDEMENT

N° AS1

présenté par

M. Fayssat, Mme Mansouri et les membres du groupe UDR

ARTICLE PREMIER

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE**Cet amendement déposé par le Groupe UDR** vise à supprimer l'article 1er de ce texte.

En imposant un cadre strict de rémunération, le législateur va limiter la capacité des entreprises à fixer des salaires adaptés aux compétences, à l'expérience, ou aux performances de leurs employés. Les dirigeants d'entreprise vont perdre la flexibilité nécessaire pour récompenser des employés clés ou pour attirer des talents rares dans des secteurs hautement compétitifs.

En standardisant ou en encadrant davantage les rémunérations, cette loi va introduire une rigidité salariale qui freine l'innovation et la croissance. Les entreprises innovantes, en particulier dans les secteurs technologiques et créatifs, comptent souvent sur des salaires compétitifs et des avantages pour attirer les meilleurs talents. Des plafonds ou des restrictions strictes vont limiter leur capacité à innover et à se développer, notamment dans les domaines où la main-d'œuvre qualifiée est rare.

Dans un contexte de mondialisation, la rigidité salariale va rendre les entreprises françaises moins capables d'accueillir des talents.

Les secteurs économiques présentent des dynamiques de rémunération très variées : les niveaux de salaire dans la finance, la technologie, ou l'industrie ne sont pas les mêmes que ceux dans le commerce de détail ou les services à la personne. Une loi uniforme sera totalement inadaptée aux réalités et aux besoins propres à chaque secteur. Certaines industries pourraient être davantage pénalisées, surtout si elles dépendent d'une main-d'œuvre très qualifiée ou de talents spécialisés.

Une telle proposition de loi va de surcroît engendrer un accroissement colossal des procédures administratives, avec des contrôles pour s'assurer de la conformité des entreprises. Cette

bureaucratie accrue sera coûteuse pour les entreprises comme pour l'État, détournent les ressources de tâches plus productives. Pour certaines entreprises, notamment les PME, cette nouvelle charge administrative sera difficile à gérer.

Ce qu'il faut c'est encourager l'accroissement de l'activité économique qui entrainera les hausses de salaires et de pouvoir d'achat.

Enfin, bien que cette loi vise probablement à réduire les inégalités salariales, elle va manquer son objectif en traitant de manière uniforme des situations différentes.

Pour toutes ces raisons, le présent amendement propose de supprimer cet article.